

Elections européennes : « Bruxelles s'est fourvoyée dans une folie idéologique », estime Bruno North (CNIP)

Le président du Centre National des Indépendants et Paysans et soutien de Marion Maréchal pour les élections européennes, Bruno North, appelle à élire "une autre majorité pour inverser le cours d'une Union européenne".

Par [Nicolas Boutin](#)

Publié le 23 mars 2024 à 9h00 Mis à jour le 25 mars 2024 à 10h52



A l'élection présidentielle 2022, le plus ancien parti de la droite française, le CNIP, a apporté son soutien à Eric Zemmour et le parti Reconquête. Photo © JULIEN DE ROSA / AFP

Partager cet article sur

Valeurs actuelles. Le CNIP vient de fêter son 75e anniversaire, comment s'inscrit-il dans la vie politique actuelle ?

Bruno North. Notre formation est, de loin, la plus ancienne de la droite française. Nous avons, il y a quarante ans, dans une tribune chez vos confrères du *Figaro* en 1984, proclamé que le CNIP n'avait "pas d'ennemi à droite". Nous nous inscrivons résolument dans cette tradition et [avons toujours œuvré à l'union de toutes les droites en France](#). C'est, non seulement, la condition de son arrivée au pouvoir, mais aussi de son maintien. Il ne vous aura pas échappé que, depuis l'alternance de 1981, jamais aucun gouvernement se disant de droite n'est resté durablement au pouvoir. Pourquoi ? Simplement parce que ces gouvernements n'ont jamais gouverné comme leurs électeurs le leur demandaient. C'est-à-dire, conduire une politique basée sur la liberté d'entreprendre, loin de la bureaucratie, des réglementations,

obligations et interdictions en tous genres, et qui, simultanément, s'inscrit dans nos traditions, respecte notre culture et notre civilisation.

« L'Alliance des Conservateurs se met entre parenthèses durant la campagne européenne »

En 2022, le CNIP a soutenu la candidature d'Éric Zemmour à l'élection présidentielle, aux côtés notamment de [Jean-Frédéric Poisson, qui ne renouvelle pas son soutien à Marion Maréchal](#) aux Européennes. L'Alliance des Conservateurs semble avoir du plomb dans l'aile ? Quelle place doit avoir les alliés de Reconquête ?

Le CNIP avait pris une part active à la campagne d'Éric Zemmour à la présidentielle précisément parce qu'il était le seul à présenter un programme de droite et, parce qu'il présentait un tel programme, il était aussi le seul à prôner l'union des droites. Le CNIP, VIA la voie du peuple et le Mouvement Conservateur avaient ensuite décidé de constituer l'Alliance des Conservateurs pour renforcer Reconquête et lui apporter l'ancienneté et une certaine diversité des électors. Étant données les positions des uns et des autres, l'Alliance des Conservateurs, je le déplore, se met entre parenthèses durant la campagne européenne. Mais ce n'est que la conséquence du comportement de Reconquête avec qui il était prévu une coopération étroite. À ce jour, nous devons à la vérité, de constater que ce n'est véritablement pas le cas. Jean-Frédéric Poisson a décidé de suivre une autre voie ; Laurence Trochu continue à croire à la bonne volonté de Reconquête vis-à-vis de ses alliés. Pour ce qui nous concerne, nous ne demandons qu'à y croire. On ne peut pas se prétendre le chantre de l'union des droites et ignorer tous ceux qui y sont prêts à des conditions qui n'ont strictement rien d'exorbitant, bien au contraire.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis de Reconquête et de Marion Maréchal à l'approche des élections européennes ?

Nous avons accueilli avec bonheur le discours qu'a prononcé Éric Zemmour pour le lancement de la campagne de la liste Reconquête, dont Marion Maréchal a la charge, le 10 mars dernier à Paris. Ses propos œcuméniques d'appel à toutes les droites, aux partisans de l'Union Européenne comme à ceux qui en prônent la sortie, s'inscrivent dans la droite ligne de la philosophie du CNIP. Malheureusement, les actes ne suivent pas les paroles. Force est de constater que Reconquête ne nous a jamais informés et encore moins consultés sur la campagne ni sur un quelconque programme.

Êtes-vous en attente d'une place éligible sur la liste ?

Encore faudrait-il qu'il y ait une place éligible. À ignorer ses alliés qui pèsent partout en France, même d'un poids modeste, Reconquête se prive d'un réservoir de suffrages largement susceptible de faire la différence entre en-deçà et au-delà du seuil de 5 %. Il faudra se battre pied à pied pour franchir cet obstacle d'autant que les deux complices, Macron et le RN, font et feront tout pour laminer toutes les autres listes. La mobilisation de tous ceux qui sont sincèrement mus par la volonté affichée par Marion Maréchal de constituer une nouvelle majorité au Parlement européen est indispensable. Le CNIP ne demande que la seule place que sa présence et sa mobilisation permettront de gagner. Nous demandons également à être dignement représentés tout au long de la liste.

« Il faudra bien évoquer les sujets qui concernent les Français et pas uniquement parler d'identité et d'immigration ».

Que peut apporter votre mouvement à la campagne de Marion Maréchal ?

[Le CNIP](#) souhaite aussi apporter une réelle plus-value dans la campagne électorale parce qu'il

faudra bien évoquer les sujets qui concernent les Français et pas uniquement parler d'identité et d'immigration. L'Europe, ce sont aussi les fins de mois difficiles, les règles liées à la transition énergétique. La France est le pays le plus vertueux d'Europe, elle s'intéressera à cette gigantesque manipulation le jour où les autres pays européens afficheront le même bilan carbone que la France.

Après une crise agricole inédite, à chaque liste son agriculteur de référence : Céline Imart à LR, Valérie Hayer pour Renaissance, ou encore la liste Alliance Rurale menée par Jean Lassalle et Willy Schraen, quelle place doit-on donner à la ruralité durant cette campagne et le prochain mandat européen ?

Comme son nom l'indique, le Centre National des Indépendants et Paysans est un parti ancré depuis le premier jour dans la ruralité. Son fondateur, Roger Duchet, était vétérinaire et viticulteur ; aujourd'hui encore, tous nos élus le sont dans des régions rurales et sont issus de ce monde. Nous en connaissons parfaitement les préoccupations et, par notre attachement à un libéralisme positif, c'est-à-dire le libéralisme qui consiste à laisser les gens entreprendre sans les accabler d'impôts et de réglementations, nous sommes le parti des entrepreneurs, des artisans, des commerçants, des paysans. Nous n'avons pas besoin de mettre en avant des candidats qui s'époumonent à dire que leurs parents sont agriculteurs pour qu'on sache ce qu'est le CNIP. Au CNIP, on sait où on habite...

« Mme von der Leyen est omniprésente et omnipotente ».

Vous dénoncez également des normes qui viennent « étrangler » les agriculteurs ?

Toujours au nom de la transition énergétique, on leur interdit de travailler par des contraintes de plus en plus lourdes. Parmi lesquelles, une histoire ahurissante de non-artificialisation des sols dans un des pays les moins denses en population de l'UE, la moitié environ de la densité de l'Allemagne ou de l'Italie, le tiers de celle des Pays-Bas. Qui en souffre ? Les agriculteurs mais aussi les propriétaires de logements. Et des propriétaires découragés, ce sont des locataires à la rue. Mais aussi les investisseurs. Qui va pouvoir construire une usine après que la course folle à la voiture électrique eut déjà tué notre industrie automobile ? Tout cela parce que l'Europe s'est fourvoyée dans une folie idéologique conduite par la même majorité depuis 45 ans qui regroupe les amis de M. Macron, ceux de M. Bellamy, ceux de M. Glucksmann. Tout ce beau monde aiguillonné par les amis de Mme Toussaint.

Quel destin devons-nous donner à l'Union européenne ?

Qu'elle reste à sa place ! On est passé du principe de subsidiarité prévu par le Traité de Maastricht à une subsidiarité à l'envers : à l'UE toute la souveraineté et pour les bricoles, on laissera les peuples s'en occuper vaguement. C'est très exactement le contraire qu'il faut faire. Il faut donc une autre majorité pour inverser le cours d'une Union européenne qui ressemble de plus en plus à l'Union soviétique avec le concept brejnévien de souveraineté limitée. Le CNIP portera ce message simple : revenir aux textes en vigueur qui prévoient que la Commission européenne est le secrétariat du Conseil des ministres qui représente les 27 gouvernements. Or, pendant que Mme von der Leyen est omniprésente et omnipotente, celui qui devrait être le responsable des politiques menées par l'Union européenne, le président du Conseil, M. Michel est, non seulement, évanescant mais est même coupable d'abandon de poste puisqu'il est en campagne électorale en Belgique. Qui dénonce ce scandale ?